

Vietnam

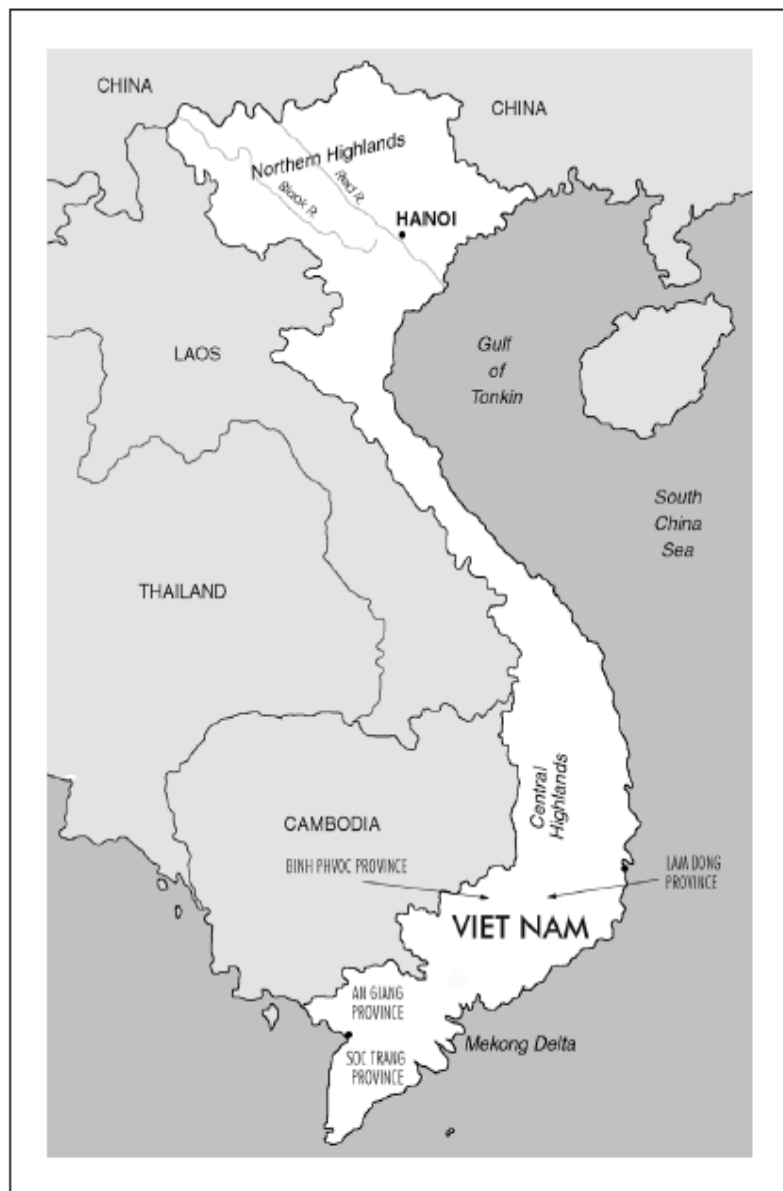
Le Vietnam bénéficie d'une position stratégique dans la péninsule indochinoise qui connecte le continent asiatique à l'Asie du sud-est. En tant que pays multiethnique, le Vietnam a reconnu 54 groupes ethniques ; les Kinh représentent la majorité, comprenant 86% de la population, et les 53 restants sont les groupes ethniques minoritaires comptant environ 14 % de la population totale du pays qui est de 89 millions.

Chaque groupe ethnique a sa propre culture et traditions distinctes, contribuant ainsi à la riche diversité culturelle du Vietnam. Les minorités ethniques vivent dispersées à travers le pays, dans des zones centrales inhabitées, côtières et montagneuses, mais sont principalement concentrées dans les montagnes du Nord et du centre du Vietnam. Le gouvernement vietnamien utilise le terme de «peuples autochtones» pour aucun de ces groupes, mais ce sont généralement les minorités ethniques vivant dans des zones montagneuses qui sont classés comme peuples autochtones vietnamiens. Les termes de minorités ethniques et de peuples autochtones sont utilisés de manière indifférenciée au Vietnam. Les Thai, Tay, Nung, Hmong, et Doa, sont de larges groupes, chacun comprenant entre 500,000 et 1.2 million de personnes. Il existe beaucoup de groupes comprenant moins de 300,000 personnes, néanmoins certains en comprennent parfois moins de quelques milliers. Environ 650,000 personnes appartenant à certains groupes ethniques vivent sur le plateau situé dans le sud des montagnes centrales (Tay Nguyen) dans le sud. Toutes les minorités ethniques ont la citoyenneté vietnamienne.

Les groupes ethniques s'entremêlent étroitement les uns avec les autres mais aucun d'entre eux ne possède de droit sur le territoire. Deux ou trois groupes peuvent être découverts dans le même village, et à travers les relations quotidiennes entre communautés, ils connaissent tous les langages, les coutumes et traditions des autres groupes.

La situation de pauvreté des minorités ethniques

Le Programme de réduction de la pauvreté du Vietnam a eu un succès remarquable ces 10 dernières années. Les Nations Unies et les autres États dans le monde ont reconnu et salué le succès du Vietnam dans la réduction de la pauvreté. Malheureusement, ce programme n'a pas bénéficié équitablement à



toute la population. La majorité Kinh et les groupes Hoa en ont le plus bénéficié tandis que les groupes ethniques minoritaires sont restés gravement en retrait.

Le 3 décembre 2010, un atelier sur les «Solutions pour la réduction de la pauvreté et la stabilisation des zones ethniques et montagneuses pour la période 2011-2015» a été conduit et a réuni principalement des diplomates, des dignitaires, des organisations officielles du gouvernement et des organisations internationales ; il n'y avait pas de représentants des minorités ethniques. L'atelier a montré que, jusqu'à présent, plus de 50 politiques et 200 documents politiques ont été produits en matière de

réduction de la pauvreté. En moyenne, chaque district est en train de mettre en place 20 à 30 politiques de réduction de la pauvreté. L'atelier a néanmoins montré que, malgré ces politiques et programmes, l'augmentation de la pauvreté parmi les minorités ethniques était de 18% ; elle a augmenté de 29 % en 1998, 39 % en 2004, 47% en 2006 et 55% en 2008.

Elle a nettement diminué de 31% en 2010 mais est encore 2.5 fois plus importante que la moyenne nationale (12%). Le nombre de ménages pauvres, particulièrement dans les zones les plus désavantagées, devrait atteindre approximativement 30%. Le revenu moyen des minorités ethniques et des zones montagneuses ne représente qu'un tiers de la moyenne nationale. Il est prévu que, si le seuil de pauvreté de 400,000 Dong (20 dollars américains) par mois est appliqué en 2011, le taux de ces villages, communes et districts extrêmement pauvres va augmenter de 60%, et peut être même de 75%.¹

Changement climatique, REDD et le Consentement libre, préalable et informé (CLPI) des minorités ethniques

Le Vietnam est en train d'implanter un programme REDD de US 4.4M US \$ dans le cadre du Programme des Nations Unies sur la Réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à la déforestation et à la dégradation des forêts.

Le Plan vietnamien sur le REDD a été approuvé et soumis au Fond de partenariat pour le carbone forestier (FPCF) de la Banque mondiale.

Il a également été incorporé dans l'accord multilatéral REDD+ depuis mai 2010. Un arrangement institutionnel et un mécanisme de coordination ont été établis pour implanter la REDD dans le pays, ce qui a permis de créer un Conseil d'orientation REDD +, un réseau national de professionnel REDD et un groupe de travail pour la préparation du programme national REDD.

Les activités clés qui ont été entreprises incluaient : l'augmentation de la sensibilisation auprès des agences gouvernementales à différents niveaux, sensibilisation organisée en collaboration avec d'autres programmes, projets et partenaires ; le développement d'une stratégie de communications ; la recherche du Consentement Libre, Préalable et Informé (CLPI); et le développement d'un site web et de clips vidéo sur REDD.

REDD est expérimenté dans deux districts : Di Linh et Lam Ha dans la province de Lam Dong, avec 34 communes comprenant 280 villages et petites villes. Les C'ho sont les principaux peuples autochtones habitant dans ces lieux. Dans ces deux districts, le programme a complété son initiative pilote pour rechercher le CLPI dans les 53 villages, et s'étend maintenant aux villages restants. L'initiative du gouvernement vietnamien et du programme ONU-REDD d'expérimenter l'implantation du CLPI dans la relation entre REDD et les communautés autochtones est très louable, mais il est également important de tirer les leçons de ces expériences dans l'amélioration du processus du CLPI, non seulement au Vietnam mais également dans les pays partenaires du REDD.

Ce processus CPLI a été conduit depuis peu de temps, et les questions clés communément posées étaient très générales. Il n'y a pas eu foncièrement de discussions ou d'avantage d'explications sur les implications de REDD sur la subsistance des communautés, la tenure et la sécurité du territoire, ni considérations de leurs vues sur le partage des bénéfices, la gestion des ressources, la culture et l'identité, pour n'en nommer que quelques uns.

En dépit des limitations des procédures d'expérimentation du CLPI, l'initiative démontre néanmoins la bonne volonté tant du gouvernement que de l'ONU-REDD pour s'engager avec les communautés ethniques minoritaires, au moins dans les zones pilotes du REDD.

Les minorités ethniques s'intéressent à l'implantation de la REDD-plus

La plupart des communautés ethniques minoritaires du Vietnam ont une connaissance limitée du changement climatique et ne savent presque rien de la REDD. Même au sein des deux districts expérimentales de Lam Ha et de Di Linh, la REDD reste encore peu clair pour eux et ils éprouvent de la difficulté à comprendre les termes techniques et les concepts comme celui du commerce du carbone, du fond carbone, du crédit carbone, etc. Ils peuvent, par contre, comprendre lorsque le REDD est expliquée en lien avec la protection et la conservation des forêts. Aucune évaluation n'a été faite sur la manière par laquelle ces activités aident les communautés autochtones ou leurs territoires à comprendre les projets liés à REDD et il n'existe pas de supports pour développer ou renforcer leur capacité à prendre une décision collective concernant la REDD.

De plus, il n'y a pas de représentants des minorités ethniques dans les institutions créées pour la REDD au niveau national, provincial et au niveau des districts. Ces institutions comprennent principalement des représentants des institutions gouvernementales, des organisations non gouvernementales internationales et quelques ONG locales. Ce manque de représentation est une manifestation claire de l'absence de participation entière et effective d'une partie des minorités ethniques dans les mécanismes rattachés à la REDD.

Une autre affaire clé est le potentiel impact de la REDD dans la pratique ininterrompue des rituels et cérémonies, et sur la subsistance traditionnelle des minorités ethniques.

Il est intéressant de constater que la forêt et les moyens de subsistance basés sur les ressources naturelles pourraient être identifiés comme responsable de la déforestation. En particulier, la culture itinérante est légalement interdite au Vietnam, accentuant la marginalisation des communautés autochtones, et contribuant à la perte de la biodiversité et du savoir traditionnel.

Cela aura aussi de sérieuses implications sur la vie et la sécurité des communautés autochtones.

Le gouvernement engage actuellement un programme pilote d'affectation de la forêt à l'usage de la communauté. Il est largement fondé sur les conclusions d'études relatives à la gestion communautaire de la forêt qui démontrent clairement que la tenure collective du territoire a un impact essentiel sur la garantie d'une gestion durable de la forêt par la communauté.

Il est espéré que la tenure collective des territoires par les communautés dépendantes de la forêt sera correctement traitée dans le cadre de la stratégie de la REDD au Vietnam.

Avec la hausse de la valeur commerciale des forêts, spécialement en lien avec les stocks carbone, la compensation apportées par les projets de la REDD pourrait conduire à accroître la spéculation sur le territoire dans les zones forestières, et, si leurs capacités pour s'engager dans les projets de la REDD ne sont pas consolidées, les minorités ethniques pourraient finir par être manipulées par des individus opportunistes comme des commerçants en carbone (appelés les «cow-boys carbone»).

L'impact dévastateur des projets de développement de grande envergure

L'exploitation de Bauxite

Il est estimé que le Vietnam détiendrait la troisième plus grande réserve minière de bauxite. La majorité des réserves du Vietnam sont localisées dans les montagnes centrales (Tay Nguyen) et très peu exploitées. Les montagnes centrales sont l'habitat d'au moins 30 peuples autochtones qui formaient, depuis quelques décennies, une majorité de 90% de la population locale mais qui, du fait d'une immigration massive, sont devenus aujourd'hui une minorité. Malgré ces grandes réserves, le Vietnam ne produit que 30,000 tonnes de bauxite par an. Un projet de plan d'exploitation de la bauxite a été approuvé par le gouvernement vietnamien en 2007. Vinacomin, une compagnie minière vietnamienne, a déposé un plan pour six projets d'exploitation de la bauxite couvrant une zone de 1800 kilomètres carrés dans les montagnes centrales. Les deux premières procédures du plan ont fait l'objet d'un accord avec Chalco (Aluminium Corporation of China Limited), une compagnie minière chinoise. Le projet Nhan Co dans la province de Dak Nong et le complexe Tan Rai dans la province de Lam Dong devraient produire 600 000 tonnes d'aluminium par an. Le Premier ministre Nguyen Tan Dung a approuvé plusieurs projets d'exploitation de grande envergure dans les montagnes centrales, assurant que l'exploitation de bauxite représente une politique et un programme national majeur.

La vue à court terme des projets d'exploitation de la bauxite vont transformer des centaines de milliers d'hectares de magnifiques forêts caractérisées par leur biodiversité, d'animaux exotiques et de plantes, de chutes d'eau naturelles et autres surfaces d'eau, et de terres agricoles des Hautes terres en déchet. Cela provoquera également le déplacement des minorités ethniques des territoires affectés. Les filiales vont accroître les rejets de déchets toxiques de boue rouge (red-mud) générés par le raffinement de bauxite, et les projets ont aussi été fortement critiqués par les scientifiques et environnementalistes. Une pétition lancée par la Fondation écologie vietnamienne a été soumise et transmise à plusieurs agences concernées par les effets effrayants de l'opération minière sur les peuples et les minorités ethniques. Elle a reçu un appui public important de la communauté locale,

nationale et internationale. Le gouvernement vietnamien a émis un ordre de restriction temporaire contre les compagnies d'exploitation de bauxite dans les montagnes centrales.

Le 25 novembre 2005, UNESCO, dans sa troisième Proclamation sur les chefs-d'œuvre du patrimoine oral et immatériel de l'humanité, a reconnu «l'espace de culture des gongs» dans les montagnes du centre du Vietnam comme l'un des trésors vivants de l'humanité. L'UNESCO et le gouvernement vietnamien ont signé un traité prévoyant leurs engagements et leurs responsabilités légales de préserver et de sauvegarder la culture des gongs dans les montagnes du centre du Vietnam. De plus, le gouvernement vietnamien est partie à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, à la Convention sur les droits de l'enfant et à d'autres traités, et il existe ainsi un engagement moral et une responsabilité légale de protéger et préserver l'héritage culturel des montagnes du centre du Vietnam.

Projets d'énergie hydro-électrique

Après les typhons dévastateurs Ketsana et Mirinae, qui ont tué respectivement 174 et 120 personnes, il était entendu que les installations et réservoirs hydroélectriques de la région centrale avaient causé la pire inondation.

En conséquence, conformément aux instructions du Premier ministre, «Combattre le changement climatique», celui-ci a demandé au Ministère de l'industrie et du commerce (MiIC) de coopérer avec les autres agences pour revoir la procédure d'exploitation des réservoirs hydroélectriques dans le but d'assurer leur sécurité. Il a demandé au ministère de mettre en place des politiques d'encouragement du développement d'énergies générées par le vent, la marée et le soleil. Il a également donné des instructions au Ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR) pour contrôler les installations dans le but de combattre les sinistres naturels et pour planifier des ouvrages d'irrigation, en particulier le système des digues. Le Ministère a été appelé pour évaluer la sécurité des réservoirs hydroélectriques.

La construction de nouvelles installations, établissements et réservoirs hydroélectriques est toujours, cependant, en cours. La plupart des digues ont été et sont construites dans les zones montagneuses éloignées, posant des difficultés et dangers considérables pour les minorités ethniques. Les minorités ethniques croient que les installations et réservoirs hydrauliques ont été une des causes de l'inondation massive dans la région. Le laxisme de la politique d'implantation et la qualité contestable des constructions ont fait des ravages sur les minorités ethniques. Le Ministère admet qu'ils n'ont inspecté qu'un tiers des 35 provinces dans lesquelles des projets d'établissements hydroélectrique existent. Certains de ces projets ont besoin d'être reconsidérés en fonction de leurs impacts sur le changement climatique.

Notes

¹ Ces chiffres ont été discutés et délibérés pendant l'atelier. Aucune source spécifique n'a été identifiée.

Sources et références

Tre, Tuoi, 2009 : Les mines de bauxite du Vietnam OK. 10 Avril. La décision vietnamienne relative au bauxite pourrait affecter le projet Alcoa, *Reuters*, 29 Avril 2009.

Hoang, Duy, 2009 : Vietnam bauxite plan opens pit of concern. *Asia Times Online*. 17 Mars. Vietnam scientists clash with government over bauxite project. *Viet Tan*, 10 Avril 2009. Mining Journal – “Vietnam’s bauxite reserves may total 11 billion tonnes”.

<http://www.mining-journal.com/exploration--and--development/vietnams-bauxite-reserves-may-total-11-billion-tonnes>. Consulté le 28-11-2010.

“A Petition Letter” by Viet Ecology Foundation; www.vietecology.org

En raison du caractère sensible de certaines des questions abordées dans cet article les auteurs préfèrent rester anonymes

*Source: IWGIA, The Indigenous World 2011
Traduction pour le GITPA par Zoé Boirin-Fargues*